

péen profondément remanié. D'autres, à Bruxelles, se mettent même à espérer que les Britanniques abandonnent leur projet de sortie, quitte à obtenir quelques garanties supplémentaires.

On n'en est pas là. Face à des «Brexiters» britanniques qui semblent embarrassés par leur victoire, des marchés financiers extrêmement nerveux et des dirigeants d'Europe de l'Est prompts à dénoncer tout directoire franco-allemand, le président de la République, François Hollande, et la chancelière allemande, Angela Merkel, ont été contraints, lundi, de mettre leurs divergences entre parenthèses et de prendre plusieurs dispositions pour tenter d'apaiser les esprits.

Première mesure : ouvrir le couple franco-allemand à un nouveau venu, l'Italien Matteo Renzi, à la tête du troisième pays européen le plus important mainte-

mis hors-jeu. Une façon de répondre à la première ministre polonoise, Beata Szydło, qui «ne pense pas que le duo franco-allemand puisse faire quelque chose de nouveau pour l'UE».

«Pas de temps à perdre»

Deuxième mesure : faire pression sur le gouvernement britannique pour qu'il recourt «le plus vite possible», selon le souhait de François Hollande, à l'article 50, tout en reconnaissant que «c'est au Royaume-Uni de faire le premier pas et [que] ce n'est qu'après que la négociation commencera», d'après Angela Merkel. La chancelière est soucieuse de temporiser, tandis que le président français entend ne pas rester dans l'ambiguïté afin de marquer les esprits, en particulier en France.

Enfin, troisième mesure : publier une déclaration susceptible de plaire aux sociaux-démocra-

aussi à Berlin, de donner une «nouvelle impulsion à l'Europe», tout en évitant de brusquer les pays d'Europe centrale qui plaignent avec force pour moins d'Union, en s'appuyant sur l'effet de souffle du vote britannique.

Forcément, le résultat n'est dépourvu ni d'ambiguités ni de contradictions. On y lit que «l'UE est assez forte pour apporter aujourd'hui les bonnes réponses» au «Brexit», une phrase «merkéline» aussitôt contrecarrée par «il n'y a pas de temps à perdre», mention révélatrice de l'inquiétude de MM. Hollande et Renzi. La déclaration insiste sur les «trois priorités essentielles» qui devraient mobiliser les dirigeants européens : «la sécurité intérieure et extérieure», «une économie forte et une cohésion sociale forte» et «des programmes ambitieux pour la jeunesse».

Sur le premier point, la déclaration se contente de préconiser «davantage de croissance» et «davantage d'investissements».

Les dirigeants d'Europe de l'Est sont prompts à dénoncer tout directoire franco-allemand

des moyens communs afin de protéger les frontières extérieures» de l'UE, juge qu'il faut «investir dans nos villes contre la marginalisation sociale» – un début de mea culpa français ? –, mais aussi qu'il faut «développer notre défense européenne et prendre des engagements nécessaires pour nos opérations conjointes ainsi que pour nos capacités et notre industrie militaires».

Sur le deuxième point, la déclaration se contente de préconiser «davantage de croissance» et «davantage d'investissements».

entre l'Allemagne et ses deux partenaires sur le sujet : l'approfondissement de la zone euro – qui n'est plus la priorité de Mme Merkel – est évoqué de façon furtive. «Pour les pays qui ont l'euro en commun, de nouvelles étapes sont nécessaires pour renforcer la croissance, la compétitivité, l'emploi et la convergence, y compris dans les domaines social et fiscal». Enfin, la troisième partie, en faveur de la jeunesse, indique qu'il faut «renforcer les initiatives européennes pour la formation, l'entrepreneuriat et l'accès à l'emploi dans toute l'Europe».

Pour tenter de vaincre le scepticisme de ceux qui ne manqueront pas de faire remarquer que ces propositions n'ont rien de bien nouveau, les trois dirigeants souhaitent que les désormais vingt-sept Etats membres se réunissent en septembre et «se mettent d'ac-

tir», a dit le chef de l'Etat.

De leur côté, Frank-Walter Steinmeier et Jean-Marc Ayrault, les ministres allemand et français des affaires étrangères, ont rédigé un texte commun («Pour une Europe plus forte dans un monde incertain») si audacieux – il y est question de forces navales permanentes de l'UE, d'un mécanisme permanent et contraignant de répartition des réfugiés, de normes sociales communes... – que M. Ayrault n'a même pas osé le publier sur le site du Quai d'Orsay.

Pour éteindre le début d'incendie déclenché par cette contribution au statut ambigu, les deux ministres ont même dû se rendre à Prague, lundi, pour apaiser leurs collègues tchèque, slovaque, hongrois et polonais. Rarement la défiance entre Européens aura semblé aussi grande. ■

JAKUB IWANIUK
ET FRÉDÉRIC LEMAÎTRE

Londres et Bruxelles se préparent à des négociations houleuses

L'accès au marché unique et la libre circulation des citoyens vont polariser les discussions sur les modalités du divorce annoncé

BRUXELLES - bureau européen

Sortant de sa relative réserve depuis la victoire du «Brexit», l'ex-maire de Londres Boris Johnson a promis, dans sa chronique au *Telegraph*, lundi 27 juin, un avenir presque radieux à ses concitoyens. Une fois sortis de l'Union européenne, les Britanniques devraient toujours pouvoir «aller et travailler dans l'UE, vivre, voyager et étudier, y acheter des maisons et s'y installer».

Le pays aura toujours accès «au marché intérieur». «La seule différence, et cela adviendra progressivement, c'est que le Royaume-Uni ne dépendra plus du système législatif européen extraordinairement opaque, et de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union», poursuit l'ancien proche de David Cameron, premier

ministre démissionnaire. Le beurre et l'argent du beurre, les avantages de l'appartenance à l'Union sans ses contraintes : est-ce seulement possible ?

Les tenants du maintien dans l'UE avaient mis en garde durant toute la campagne : cela n'arrivera pas, les Européens ne le permettront pas. Mais leurs arguments n'ont pas pris. A Bruxelles, si la priorité est à ce stade, d'entrer dans la procédure de divorce avec Londres, la discussion à venir sur la future relation entre l'UE et le Royaume-Uni est dans toutes les têtes. Dans la négociation au long cours qui s'annonce, Londres pourrait ne pas être si démunie.

Respecter quatre libertés

Que disent les textes et la pratique ? Qu'un pays non membre de l'UE peut profiter de certains avantages du club, mais qu'il doit

Paris est sur une ligne dure, contre la multiplication des exceptions pour un Etat non membre, mais paraît isolé sur cette position

en payer le prix. Pour un pays tiers, l'accès au marché intérieur implique le respect des quatre libertés de cet espace commun sans droits de douanes de près de 500 millions de consommateurs : liberté de circulation des travailleurs, des marchandises, des capitaux et des services.

Le pays doit aussi se conformer au droit européen (donc aux déci-

sions de la Cour du Luxembourg), et contribuer au budget de l'UE. Mais il n'a pas voix au chapitre : pas de commissaires, pas d'eurodéputés, pas de juges, pas de place à la table des dirigeants lors des conseils européens.

Sur le papier, donc, disposer d'un accès total au marché intérieur, conserver le passeport européen pour les établissements financiers du pays – essentiel à la City, il leur permet d'exercer partout dans l'UE –, mais aussi pouvoir restreindre la libre circulation des travailleurs européens et se soustraire au droit de l'Union, deux grandes promesses des «Brexiters», paraît illusoire. Beaucoup à Bruxelles ont évoqué ces derniers mois, à l'appui de leur démonstration, les cas norvégien et suisse, censés se rapprocher le plus de ce à quoi les Britanniques pourraient au mieux prétendre.

Les Norvégiens ont un accès très ample au marché intérieur, mais ils sont aussi dans l'espace sans passeports Schengen, appliquent le droit de l'UE et n'ont pas leur mot à dire à Bruxelles. Les Suisses ont préservé leur souveraineté sur les lois de l'UE, mais ils sont dans Schengen et ont un accès réduit au marché intérieur, sans disposer, à la différence de ce que la City entend conserver, d'aucun passeport pour leurs services financiers.

«Tout est possible»

Pourtant, même si nombre de responsables bruxellois s'attendent à une négociation difficile, ils reconnaissent que «tout est possible» au sujet de la future relation avec Londres. Déjà au sein des Vingt-sept, l'unité semble s'effriter. La France est sur une ligne dure, refusant de multiplier

les exceptions pour un Etat non membre, et d'autoriser le «pick and choose» («choix à la carte») : ce serait le début de la fin de l'Union. Mais, selon une source proche des discussions, Paris serait pour l'instant assez isolé sur cette position, avec l'Italie et Chypre.

Les autres auraient tendance à vouloir ménager le Royaume-Uni pour sauvegarder leurs propres intérêts et leurs débouchés commerciaux. «Tout est ouvert à négociation. Il faudra juste qu'on fasse un accord ad hoc pour Londres, afin de ne pas créer de précédent», suggère une source diplomatique. «Le Royaume-Uni avait un statut d'exception au sein de l'UE, il en aura encore un dehors», pronostique déjà Yves Bertoncini, directeur du think-tank Notre Europe. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX

